



# Assemblée générale

Distr. générale  
27 février 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

### Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa soixantième session, 2-6 mai 2011

#### N° 11/2011 (Arabie saoudite)

#### Communication adressée au Gouvernement le 19 janvier 2011

**Concernant: Ali ben Mohamed Hamad Al Qahtani (ci-après M. Al Qahtani)**

#### **L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.
2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:
  - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);
  - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);
  - c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);
  - d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

3. L'affaire a été soumise par la source au Groupe de travail sur la détention arbitraire comme suit : Ali ben Mohamed Hamad Al Qahtani est un ressortissant saoudien de 35 ans, marié et père de quatre enfants, qui réside habituellement à Khamees Masheet, en Arabie saoudite; il exerce la profession d'homme d'affaires.

4. Selon les informations reçues, le 31 janvier 2004, des agents puissamment armés de la Police d'investigation saoudienne (Al-Mabahith Al-Amma) ont fouillé le domicile de M. Al Qahtani sans produire de mandat de perquisition. Au cours de l'intervention, ils ont appréhendé M. Al Qahtani sans lui présenter de mandat ni l'informer des motifs de son arrestation. D'après la source, les services de sécurité saoudiens ont emmené M. Al Qahtani à la prison d'Abha, où il aurait été torturé et soumis à des mauvais traitements.

5. Selon la source, au début de 2010, M. Al Qahtani a été transféré de la prison d'Abha à celle d'Al Hayr, où il a été incarcéré durant trois mois dans une cellule isolée. Selon les renseignements communiqués, il a tenté de se suicider en raison de la torture physique et psychologique à laquelle il était soumis. La source indique que M. Al Qahtani tousse désormais continuellement et semble avoir contracté une pneumonie. M. Al Qahtani n'aurait pas reçu les soins médicaux nécessaires.

6. D'après les informations reçues, M. Al Qahtani est autorisé à recevoir chaque mois, sous surveillance, une visite de sa famille. Celle-ci vit à environ 1 000 kilomètres de la prison, ce qui fait qu'il est difficile d'avoir une idée des conditions de détention de M. Al Qahtani et de son état de santé. De plus, à ce jour, M. Al Qahtani n'est toujours pas autorisé à contacter un avocat et n'a fait l'objet d'aucune procédure légale, près de sept ans après son arrestation. Il n'a pas été présenté à un juge ou à un magistrat et n'a pas été officiellement inculpé. Le 19 octobre 2010, son frère a porté plainte auprès du tribunal administratif de Riyad contre le service de renseignements saoudien responsable de sa détention.

7. En vertu de l'article 36 de la Loi fondamentale de gouvernance, «l'État garantit la sécurité de tout citoyen et de toute personne résidant sur le territoire national. Nul ne peut voir sa liberté d'action restreinte ni être arrêté ou emprisonné si ce n'est en application des dispositions prévues par la loi». De plus, l'article 35 de la loi de procédure pénale (décret royal n° M/39 du 16 octobre 2001) dispose que «nul ne peut être arrêté ou placé en détention si ce n'est en vertu d'un ordre émanant de l'autorité compétente». Ce second article précise que «toute personne arrêtée ou placée en détention (...) doit également être informée des motifs de sa privation de liberté...». En outre, l'article 2 de la loi de procédure pénale dispose que «nul ne peut être arrêté, fouillé, placé en détention ou emprisonné en dehors des cas prévus par la loi». M. Al Qahtani n'aurait jamais été informé des motifs de sa détention.

8. La source relève qu'en vertu de l'article 2 de la loi de procédure pénale, «la période de détention (...) doit correspondre à la durée fixée par l'autorité compétente». Elle affirme que M. Al Qahtani n'a jamais fait l'objet d'une procédure légale, été présenté à un juge ou à une autre autorité compétente ni été informé de la durée de sa détention. De plus, l'article 114 du décret royal limite la durée de la détention provisoire à cinq jours, mais précise que cette période est renouvelable, et que la durée totale de la détention avant jugement ne doit pas excéder six mois. M. Al Qahtani est détenu depuis près de sept ans.

En vertu de l'article 114, il devrait être «directement déféré au tribunal compétent ou (...) remis en liberté».

9. En outre, l'article 4 de la loi de procédure pénale prévoit «le droit de solliciter l'assistance d'un avocat ou d'un représentant pour être défendu pendant l'instruction et le procès». D'après la source, M. Al Qahtani n'a pas été autorisé à recourir aux services d'un avocat depuis son arrestation, le 31 janvier 2004.

#### *Réponse du Gouvernement*

10. Le Groupe de travail a transmis une communication au Gouvernement le 19 janvier 2011 et regrette qu'aucune réponse ne lui ait été adressée dans le délai prévu de quatre-vingt-dix jours. Le Gouvernement n'a pas non plus demandé au Groupe de travail de report du délai, comme les paragraphes 15 et 16 de ses Méthodes de travail en prévoient la possibilité.

#### **Délibération**

11. Malgré l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail, sur la base des informations dont il est saisi, considère qu'il est en mesure de rendre son avis sur la détention de M. Al Qahtani conformément au paragraphe 16 de ses Méthodes de travail.

12. Les allégations de la source, auxquelles il est regrettable que le Gouvernement n'ait pas répondu, font état de faits constitutifs d'un ensemble de violations persistantes des droits de l'homme, notamment du droit de ne pas être arrêté sans mandat, du droit de bénéficier de l'assistance d'un avocat et de comparaître devant un magistrat dans un délai déterminé, du droit d'être informé des chefs d'inculpation et du droit à un procès équitable. De plus, il existe certains principes minimaux de base pour le traitement des détenus, notamment le droit de ne pas être maltraité, torturé ni détenu à l'isolement ainsi que le droit de bénéficier de soins médicaux en cas de maladie. Il ressort des informations reçues que M. Al Qahtani a été privé de ces droits et qu'il est maintenu en détention sans avoir été informé des motifs de sa privation de liberté.

13. L'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que «nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé». Le Comité des droits de l'homme comme la Commission des droits de l'homme ont précisé que la possibilité de contester la légalité de sa détention était une dimension fondamentale de ce droit. Dans sa résolution 1992/35, adoptée le 28 février 1992, la Commission des droits de l'homme a expressément encouragé tous les États à établir une procédure telle que l'*habeas corpus*, afin que toute personne privée de liberté puisse introduire un recours devant un tribunal pour que celui-ci se prononce sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération s'il juge la détention illégale. Non seulement M. Al Qahtani n'a pas pu contester la légalité de sa détention devant un tribunal compétent, mais il est maintenu en détention pour une durée illimitée en violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

14. Compte tenu de l'absence de procédure légale, et à plus forte raison de l'absence de procès équitable, la détention de M. Al Qahtani est également contraire à l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, au principe premier des Principes de base relatifs au rôle du barreau et au principe 18 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

15. Le Groupe de travail note avec préoccupation que la détention prolongée de M. Al Qahtani et les actes de torture qui lui auraient été infligés ont provoqué chez lui des troubles psychologiques et ont mis sa vie en danger (d'après la source, son désespoir était tel qu'il a tenté de se suicider). De plus, il apparaît qu'en raison de son maintien en détention dans une cellule très froide, il tousse constamment et pourrait avoir contracté une

pneumonie. Le Groupe de travail rappelle au Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite les obligations juridiques qui sont les siennes en tant qu'État partie à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

16. Le Groupe de travail note que la présente affaire n'est pas un cas isolé. Comme il a été démontré dans des avis rendus précédemment par le Groupe de travail, notamment les avis n<sup>os</sup> 36/2008, 37/2008, 22/2008, 21/2009, 2/2011 et 10/2011, un grand nombre de personnes ont été arrêtées et placées en détention sans mandat, sans être déférées à un magistrat dans les délais prévus, sans pouvoir consulter un avocat et sans être jugées. Dans le cas de M. Al Qahtani aussi, les autorités, au lieu de l'inculper, de le traduire en justice et de respecter les procédures légales, le maintiennent en détention pour une durée illimitée.

#### **Avis et recommandations**

17. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Al Qahtani est arbitraire et relève des catégories I et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail, en ce qu'elle est dénuée de fondement légal et contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

18. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement saoudien de libérer M. Al Qahtani immédiatement et de prendre les mesures nécessaires pour rendre sa situation compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

19. Le Groupe de travail demande également au Gouvernement saoudien d'accorder une réparation appropriée à M. Al Qahtani et à sa famille.

20. Le Groupe de travail encourage le Gouvernement saoudien à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

*[Adopté le 4 mai 2011]*